

# Bulletin du FMI

ENTRETIEN AVEC ANTOINETTE SAYEH

## Le secteur privé gagne du terrain en Afrique

4 Mars 2010

- L'amélioration des fondamentaux économiques a permis à l'Afrique de résister à la crise
- Expansion de l'activité du secteur privé
- Les relations entre le FMI et l'Afrique s'améliorent sur plusieurs plans : financement, conditions des prêts et plafonds d'endettement



Progrès sensibles dans les relations entre le FMI et l'Afrique au cours de l'année écoulée — Antoinette Sayeh, Directrice du Département Afrique du FMI (Photo: FMI)

Dans un entretien avec le *Bulletin du FMI en ligne*, M<sup>me</sup> Antoinette Sayeh, directrice du Département Afrique, a expliqué que depuis quelques années, l'Afrique a fait preuve d'une plus grande ouverture à l'initiative privée. Comme par ailleurs le climat des affaires est devenu plus attrayant, les investissements étrangers sont restés abondants.

“Il y a eu une augmentation sensible des investissements étrangers en Afrique qui a débuté avant la crise; ces investissements se sont raisonnablement bien comportés durant la crise,” a-t-elle déclaré.

Au cours d'un entretien approfondi, à la veille du voyage que le Directeur général doit entreprendre dans trois pays africains, M<sup>me</sup> Sayeh a fait observer que l'Afrique a fait preuve de beaucoup de ressort au cours de la récession et qu'elle a maintenant bon espoir dans les perspectives d'avenir du continent.

***Bulletin du FMI en ligne* : Il semble que la plupart des pays africains étaient mieux préparés à faire face aux effets de la dernière crise économique mondiale que lors des précédentes. Qu'est-ce qui explique le ressort dont l'Afrique a fait preuve cette fois-ci?**

**M<sup>me</sup> Sayeh**: Je dirais que cela tient avant tout aux progrès considérables réalisés vers la fin des années 1990 et au début de la décennie écoulée par les pays africains qui se sont attaqués aux problèmes de leurs finances publiques et ont réduit leurs déficits budgétaires. De ce fait, lorsque la crise s'est précipitée, même s'ils ont été nombreux à subir une diminution de leurs recettes parce que la demande des produits que l'Afrique exporte a baissé, les pays africains ont été en mesure de maintenir les dépenses prioritaires. Quelques-uns ont même mobilisé des ressources supplémentaires, dans certains cas pour protéger les plus démunis de l'impact de la crise. Cela leur a été possible parce que leurs efforts de réformes antérieurs ont porté leurs fruits et assaini la situation de leurs finances publiques.

Autre facteur : la maîtrise de l'inflation, qui leur a permis d'utiliser le levier des taux d'intérêt, en l'occurrence en les réduisant pour atténuer là encore l'impact de la crise. Les pays ayant un régime de change flexible ont laissé les taux de change s'ajuster, ce qui les a aidés à faire face aux turbulences. Enfin, les pays africains ne se sont pas mis à se barricader et à se replier sur eux-mêmes. Au contraire, ils ont poursuivi des politiques visant généralement à encourager les investissements étrangers et les échanges commerciaux.

La conjonction de ces facteurs a permis à l’Afrique de mieux résister cette fois-ci à l’impact de la crise. Cela permet d’être optimiste et de penser que l’Afrique ne perdra pas pied à mesure que la situation économique mondiale se rétablira.

***Bulletin du FMI en ligne : À ce propos justement, certains disent que l’Afrique n’a jamais fermé ses portes au cours de la dernière crise. Est-ce aussi votre avis?***

**M<sup>me</sup> Sayeh** : L’Afrique a fait de grand progrès pour ce qui est de la démarcation des rôles de l’État et du secteur privé dans l’économie. À partir de la fin des années 1990 et tout au long de la décennie suivante, les États se sont de plus en plus désengagés de la sphère économique et ont laissé la place à l’initiative privée. Ils se sont en outre efforcés de maîtriser les déficits budgétaires, de stabiliser l’économie et de créer des conditions plus propices à l’investissement étranger. Les pays africains se sont dès lors présentés sous un jour plus encourageant, grâce à cette nouvelle ouverture au secteur privé et à l’aplanissement des obstacles à l’investissement direct étranger.

***Bulletin du FMI en ligne: L’Afrique du Sud connaît sa première récession depuis 1992. S’agit-il d’un retournement conjoncturel ou structurel de la plus grande économie africaine?***

**M<sup>me</sup> Sayeh** : Conjoncturel, à n’en pas douter. La récession est essentiellement due au fait que la demande des produits que l’Afrique du Sud exporte a diminué à mesure que la crise s’est approfondie.

L’Afrique du Sud commence à se remettre de la crise, tout comme l’économie mondiale. La croissance commence à reprendre. Mais la crise a eu des effets dévastateurs pour de nombreux Sud-africains et il subsiste de sérieuses difficultés structurelles.

L’Afrique du Sud a perdu près d’un million d’emplois au cours de cette très grave récession, pour beaucoup des emplois à bas salaire dans le secteur manufacturier. Il n’est pas sûr que les travailleurs qui ont perdu leur emploi seront en mesure d’en retrouver un dans ce secteur, qui a connu un déclin structurel à long terme. Il y a donc de gros problèmes — d’ordre structurel — de création et d’augmentation de l’offre d’emplois en Afrique du Sud. Mais la récession elle-même a été causée par la crise mondiale.

***Bulletin du FMI en ligne : Quel a été l’impact de la crise financière mondiale au Kenya?***

**M<sup>me</sup> Sayeh** : Le Kenya sortait tout juste d’une grave crise politique lorsque la récession mondiale a éclaté. Outre les retombées de la récession et son impact sur la demande des produits d’exportation du for Kenya, le pays a souffert d’une sécheresse qui a considérablement réduit les approvisionnements alimentaires, menaçant de disette près de dix millions de personnes. Le Kenya a donc subi un triple choc et dû s’ajuster à la crise mondiale, aux effets de la sécheresse et à de sérieux troubles politiques.

***Bulletin du FMI en ligne : Quels sont maintenant les principaux enjeux au Kenya?***

**M<sup>me</sup> Sayeh:** L'impératif premier est s'accélérer et d'approfondir la croissance de l'économie afin de faire reculer la pauvreté. Et cela exige un vaste programme de réforme comportant un certain nombre d'axes : gestion plus transparente des ressources budgétaires, mobilisation accrue des recettes intérieures, amélioration de la planification des dépenses — la priorité devant aller aux dépenses sociales et à la résolution des problèmes qui se font jour dans le secteur financier.

Lorsque la crise a touché le Kenya, le FMI a pu lui assurer un financement grâce au volet à décaissement rapide de la facilité pour les chocs exogènes. Le FMI est prêt à continuer de soutenir les efforts du Kenya en lui fournissant de l'assistance technique et des conseils de politique générale et, si le gouvernement en fait la demande, à envisager aussi de mettre des ressources financières à sa disposition. Nous entendons par conséquent poursuivre un dialogue approfondi avec le Kenya qui va être confronté au cours des prochains mois à de redoutables tâches.

***Bulletin du FMI en ligne : Il y a un an, le FMI a co-organisé une grande conférence en Tanzanie qui a débouché sur un appel à repenser la relation entre le FMI et l'Afrique. Un an plus tard, quel bilan en tirez-vous?***

**M<sup>me</sup> Sayeh :** Eh bien, je pense que la conférence de Tanzanie a marqué un tournant décisif dans les relations entre le FMI et les pays africains, qui a mis en exergue l'importance cruciale du FMI en tant que partenaire du développement de l'Afrique. Elle a fait ressortir le partenariat puissant qui s'est établi entre le FMI et l'Afrique. Les problèmes qui demandent une solution ont été analysés de manière très franche et ouverte, le but étant de préserver la stabilité macroéconomique de l'Afrique, qui est la base d'une croissance robuste et soutenue.

La conférence a pointé la nécessité d'accroître les ressources concessionnelles du FMI pour l'Afrique et encouragé les autres bailleurs de fonds à fournir à l'Afrique les financements nécessaires pour faire face à la crise. Elle a salué la refonte des instruments de prêts du FMI aux pays à faible revenu et l'allègement de la conditionnalité, ainsi que la nouvelle formule de calcul des plafonds d'endettement dans le contexte des programmes soutenus par le FMI. Elle a aussi insisté sur le fait que l'Afrique devrait avoir plus d'influence sur la gouvernance du FMI.

Je pense que nous pouvons dire un an après la conférence que les grands dossiers évoqués dans la déclaration de clôture, la Déclaration de Dar es Salaam, ont bien avancé. C'est certainement le cas pour ce qui est du financement. En 2009, le FMI a pu fournir à l'Afrique subsaharienne 5 milliards de dollars EU, soit cinq fois plus que l'année précédente. Le décaissement de ces ressources a été assorti d'une conditionnalité allégée. Le Directeur général a pu faire entendre la voix des pays africains au G-20, comme il en avait été prié à la conférence. Cela a permis lors du sommet du G-20 d'avril d'en obtenir des engagements considérables, y compris le doublement des ressources concessionnelles en faveur de l'Afrique.

Je pense donc que les progrès sont tangibles, sur tous les plans : financement, réforme de la conditionnalité et révision des plafonds d'endettement dans le contexte des programmes soutenus par le FMI. Il reste cependant du travail pour obtenir confirmation par les pays membre des

réformes mise en chantier en 2008 en vue d'accroître la voix et la représentation des pays africains au FMI. Mais au total, nous avons bien progressé depuis l'an dernier.

*Les commentaires sur cet article sont à adresser à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org).*

Traduction d'un article du Bulletin du FMI en ligne disponible à: [www.imf.org/imfsurvey](http://www.imf.org/imfsurvey)